

Développement économique et agriculture familiale au Brésil

In: Tiers-Monde. 2001, tome 42 n°167. pp. 633-655.

Citer ce document / Cite this document :

Ribeiro Romeiro Ademar. Développement économique et agriculture familiale au Brésil. In: Tiers-Monde. 2001, tome 42 n°167. pp. 633-655.

doi : 10.3406/tiers.2001.1528

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_1293-8882_2001_num_42_167_1528

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET AGRICULTURE FAMILIALE AU BRÉSIL¹

par Ademar RIBEIRO ROMEIRO*

Ce travail analyse la situation de l'agriculture familiale au Brésil, le rôle de la réforme foncière et présente les débats autour de ces thèmes. Il met en relief la vision commune de la droite et des courants de gauche dominants contre la réforme agraire ainsi que de la politique agricole aux producteurs familiaux, censés disparaître à cause de leur incompatibilité avec le progrès technique. Le texte suggère, au contraire, de miser sur l'avenir de la production familiale, ouvrant ainsi la voie à un développement durable au Brésil.

En réfléchissant sur le problème de la pauvreté et de l'inégalité, Hans Biswanger (1994), économiste senior de la Banque mondiale, constate l'échec, dans le monde entier, de ce qu'il appelle les stratégies urbaines de développement rural. Cet échec se révèle par la persistance, ou même l'augmentation, de la pauvreté rurale, aussi bien que par la montée, surtout dans les pays latino-américains, de la misère et de la marginalisation urbaines. Ces stratégies ont poursuivi une voie de modernisation agricole fondée sur l'aide à la grande propriété traditionnelle, surtout sous forme de subventions généreuses, ce qui a provoqué une réduction prématurée de la demande relative de main-

* Professeur de l'Institut d'économie de l'Université de l'État de São Paulo à Campinas-Unicamp.

1. Ce texte est fondé sur un ensemble de travaux théoriques et empiriques réalisés par l'auteur et ses collègues de l'équipe de consultants de la FAO, dans le cadre d'un accord avec l'Institut brésilien de colonisation et de réforme foncière – INCRA. Ces travaux se trouvent synthétisés dans le livre intitulé *Agriculture familiale et réforme agraire au XXI^e siècle*, de C. Guanziroli, A. R. Romeiro, A. M. Buainain, A. Sabbato, G. Bittencourt (2001), Rio de Janeiro, Garamond.

d'œuvre agricole, aussi bien qu'un gonflement des prix de la terre, ce qui, à son tour, a exacerbé les conflits fonciers et, en conséquence, l'expulsion des petits producteurs qui ont été obligés de se réfugier à la frontière agricole ou de partir vers les villes. En outre, les producteurs ruraux familiaux qui vivaient dans et au bord des grandes propriétés ont été durement atteints par les politiques de modernisation industrielle et par le manque et/ou l'insuffisance de politiques d'aides à la production familiale, de renforcement et d'expansion de celle-ci, en particulier les programmes de réforme agraire, de crédit, de recherche et d'assistance technique.

L'adoption, dans ces pays, de ces stratégies de développement rural s'explique par des raisons économiques et politiques qui leur sont propres et qui sont, en général, liées au pouvoir des oligarchies rurales dont l'intérêt est de perpétuer un *statu quo* qui leur profite. Cependant, la mise en place de ces stratégies a trouvé une sorte de justification intellectuelle dans la vision théorique prédominante sur le rôle de l'agriculture dans le processus du développement économique. D'après cette approche, le rôle du secteur agricole dans ce processus est important, mais passif, lié à sa capacité de produire des devises, surtout à travers l'exportation de produits tropicaux, la production d'excédents alimentaires et l'offre d'une main-d'œuvre bon marché au secteur urbain-industriel.

Cette vision limitée du rôle de l'agriculture ignore non seulement les effets sociaux négatifs de la croissance économique fondée sur la modernisation des grandes propriétés foncières (*latifundios*), mais aussi la corrélation positive entre croissance économique et distribution du revenu¹. L'expérience des pays développés – où le rôle de l'agriculture familiale a été fondamental pour la réduction de la pauvreté et pour la formation de sociétés démocratiques et politiquement stables – n'a pas été pris en compte. La stratégie mise en œuvre a été présentée comme la seule capable de moderniser la campagne archaïque en y stimulant la pénétration des entreprises capitalistes. Ses promoteurs ignoraient les études, pourtant disponibles au moins depuis le début des années 1960, qui démontraient empiriquement² la capacité de l'agriculture familiale de répondre aux besoins du marché, de se moderniser et de produire de façon efficace et d'être, par conséquent, capable de produire les aliments et les matières premières dont le secteur urbain-industriel en expansion avait besoin. En outre,

1. Croissance économique durable et distribution du revenu sont aujourd'hui des thèmes inséparables. Pour un bref résumé du débat sur ce sujet, voir C. E. Guanziroli (1999).

2. Voir J. Mellor (1961), B. Johnston (1960), M. Ravallion et G. Datt (1994).

comme il s'agit d'une forme d'organisation de production relativement plus intensive en travail, elle contribue au ralentissement de l'exode rural et joue ainsi un rôle décisif dans l'élévation du pouvoir d'échange du travail dans la transition d'une économie rurale vers une économie urbaine¹.

Biswanger considère que les économies communistes, comme les économies de marché, ont payé très cher l'adoption de ces stratégies de croissance fondées sur l'idée de la supériorité de la grande production et celle de l'impossible efficacité de la production familiale. Dans les économies communistes, en général, la mise en œuvre de la collectivisation était la norme, tandis que les économies de marché sous-développées ont mis en place de coûteuses (et désastreuses) politiques de modernisation, qui ont fortement biaisé les prix relatifs des facteurs de production au profit du capital et des grands propriétaires fonciers, au détriment des agriculteurs familiaux, expulsés de la campagne, et des ouvriers urbains qui ont souffert d'une réduction structurelle salariale due à la pression migratoire et au manque d'emplois.

Le Brésil est un des pays dans lesquels cette stratégie urbaine de développement rural a déclenché une énorme catastrophe sociale, d'autant plus choquante que le pays dispose d'une immense quantité de terres non utilisées qui auraient pu être distribuées aux petits paysans sans terre, sans compromettre l'expansion des grandes plantations traditionnellement tournées vers l'exportation. Le pays possède le pire indicateur de développement humain parmi les pays ayant le même niveau de revenu par tête ; il constitue aujourd'hui un cas exemplaire du développement inégal.

La dernière chance du Brésil de réaliser une réforme foncière pour éviter ce désastre social a eu lieu pendant les années 1960. Cependant, même si le pays a laissé passer sa chance, la mise en place d'une politique de réforme agraire au Brésil continue à se justifier, et pas seulement du point de vue social, mais aussi du point de vue économique²,

1. Cet argument très important est pourtant ignoré par les « défenseurs de la modernité » urbaine. L'analyse faite par Celso Furtado sur la formation économique du Brésil montre le rapport entre le bas coût d'opportunité de la main-d'œuvre rurale et les salaires de base dans les villes. Plusieurs études sur la formation de la société américaine révèlent que l'ouverture de la frontière de l'Ouest a joué un rôle important dans le sens contraire, c'est-à-dire qu'elle a augmenté le coût d'opportunité du travail. La productivité et les salaires dans le secteur urbain-industriel ont dû augmenter pour faire face à cette situation de pénurie relative de main-d'œuvre. Pour une analyse comparative, voir A. R. Romeiro (1994).

2. Comme le signale Sachs (2000), la division entre le « social » et l'« économique » est une division artificielle qui nous suggère que la croissance économique va d'un côté et le « développement humain » de l'autre et qu'ainsi les politiques économiques n'auraient pas besoin de tenir compte des pauvres. La pauvreté est considérée comme un problème social résiduel et c'est aux politiques sociales de s'en occuper. En conséquence, la plupart des programmes de lutte contre la pauvreté se limitent aux actions locales de petite envergure et non intégrées aux politiques nationales. Voir aussi I. Sachs (2000 a).

pour pouvoir intégrer, dans le marché¹ et de façon compétitive, une grande masse de producteurs familiaux dûment soutenus. Il ne faut pas oublier que même sans l'aide de l'État, l'agriculture familiale non seulement a résisté, mais les oligarchies rurales soutenues par l'État ont dû employer les armes pour empêcher son expansion. En outre, étant donné la participation élevée de la population économiquement active (PEA) agricole par rapport à la PEA totale, il faut, et même tardivement, que le secteur agricole soit en condition de jouer un rôle de « tampon » régulateur pour une transition rurale-urbaine qui exclut moins de gens.

Les arguments présentés aujourd'hui, directement ou indirectement, contre la réalisation de la réforme foncière reposent sur la même idée de supériorité de la grande production et sur la même vision du rôle de l'agriculture dans le processus de développement économique. Pendant les années 1960, cette optique a servi de justification intellectuelle pour ne pas entreprendre cette réforme et pour couronner de succès l'avortement des tentatives de réforme effectuées pendant les décennies suivantes. En utilisant une fausse analogie avec ce qui s'est passé dans les pays développés, l'exode rural, les difficultés de l'agriculture familiale et, plus récemment, l'augmentation de l'emploi rural non agricole sont considérés par une grande partie des élites de droite et de gauche comme une conséquence inéluctable du développement, dont les effets négatifs sont le prix du progrès. Il s'agit d'une fausse analogie dans la mesure où on ne considère pas les différences radicales entre les conditions dans lesquelles ces phénomènes ont lieu².

I. PORTRAIT DE L'AGRICULTURE FAMILIALE AU BRÉSIL

Le recensement de 1995-1996 a révélé une situation de l'agriculture familiale insoupçonnée de beaucoup d'experts, quant à son importance et à son efficacité économique. Insoupçonnée de ceux qui, connaissant l'histoire des politiques publiques pour le secteur agricole, considéraient qu'après tant de décennies de politique agricole principalement

1. Il est évident que l'accès à la terre est une condition nécessaire, mais elle n'est pas suffisante. La politique agricole en soi ne peut pas être efficace si le climat social, qui lie les secteurs peu capitalisés de la production familiale au marché, ne change pas à son tour. Voir sur ce point R. Abramovay (1998-1999).

2. Alves *et al.* (1999) illustrent cette optique. Dans leur analyse sur les motifs d'émigration rurale-urbaine, les difficultés des petits agriculteurs pour accéder à la terre et aux bienfaits de la politique agricole ne sont pas prises en compte. Au contraire, ils critiquent cette politique en indiquant qu'elle n'a pas fonctionné dans les pays (développés) qui l'ont mise en place.

orientée vers les grands propriétaires terriens, l'agriculture familiale aurait dû apparaître comme extrêmement marginale sur la scène agropastorale de la nation. Insoupçonnée également de ceux pour qui la production familiale est synonyme de retard, de forme archaïque d'organisation de la production inévitablement vouée à la disparition.

En effet, comme montre le tableau 1 ci-dessous, environ 85 % des établissements agricoles dans le pays étaient familiaux.

TABLEAU 1. — *Brésil. Établissement, surface, valeur brute de la production (VBP) et financement total (FT)*

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : Censo Agropecuário 1995/1996, IBGE.

Ils représentaient 38 % du total de la production agricole du pays, sur 30,5 % de la surface agricole totale et n'ont pourtant reçu qu'un quart du crédit agricole (25,3 %), ce qui donne la mesure de leur efficacité.

Il est important de noter aussi que l'agriculture familiale est la principale source de l'emploi rural dans le pays, comme le montre le tableau 2 ci-dessous : environ 76,9 % du total du personnel employé à la campagne (13,3 millions, sur un total de 17,3 millions).

Finalement, il est important de noter qu'une bonne partie des producteurs familiaux doit faire face non seulement au manque d'aide de l'État en ce qui concerne le crédit rural et l'assistance technique, mais aussi à des difficultés d'accès à la terre. Le graphique 1 ci-dessous

TABLEAU 2. — *Agriculture familiale. Personnel occupé et formes d'occupation*

Illustration non autorisée à la diffusion

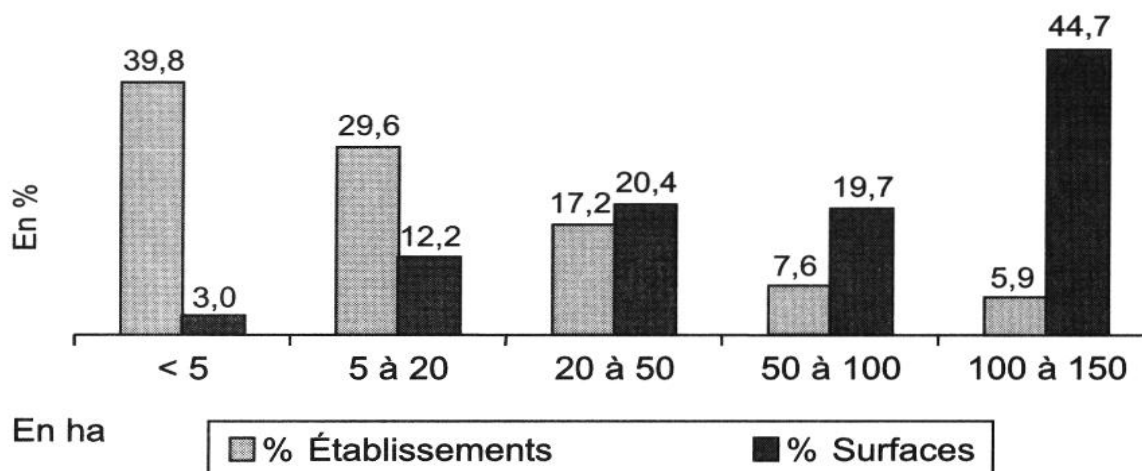
Source : Censo Agropecuário 1995/1996, IBGE.

montre que presque la moitié des établissements familiaux possède moins de 5 ha. Environ 30 % possèdent entre 5 et 20 ha, et 17 % entre 20 et 50 ha. C'est-à-dire que 87 % des établissements familiaux possèdent moins de 50 ha. Pour le premier groupe, la question foncière représente sans aucun doute un obstacle considérable à l'obtention d'un niveau de vie minimum, ce qui justifie un programme de réforme agraire suffisamment large pour provoquer un effet macroéconomique positif sur l'offre d'emplois.

Les difficultés d'accès à la terre se sont traduites par une demande non satisfaite dont l'estimation est controversée. Cependant, des recherches récentes¹ ont montré de façon relativement précise le total des familles qui réclamaient des terres en 1998, ainsi que les projections pour les années 2000, 2003 et 2005. En 1998, il y avait 2,64 millions de familles qui réclamaient des terres cultivables ; en 2005, elles seront 2,07 millions. Pour que cette demande de terres puisse être satisfaite, il faudrait presque 86 millions d'hectares en 2000, 77,8 millions d'hectares en 2003, et 73 millions d'hectares en 2005.

1. S. Bergamasco (coordenador), *Estudo Prospectivo da Demanda por Terra : Cenários Possíveis para a Reforma Agrária*, Convênio INCRA/FAO, 1999.

GRAPHIQUE 1. — Brésil : agriculteurs familiaux
% établissements et % selon groupes de surface



Cependant, l'accélération de l'installation des bénéficiaires de la réforme foncière dans les cinq dernières années est considérée par une grande partie du gouvernement comme une réponse adéquate à la solution du problème agraire brésilien. De ce point de vue, il ne resterait plus grand-chose à faire, le problème agraire aurait été pratiquement résolu. Ce diagnostic révèle le vieux biais anti-agraire, commun à la gauche comme à la droite, qui cherche à justifier l'arrêt de la politique de réforme agraire et d'aide à l'agriculture familiale du gouvernement.

II. LE PROCESSUS BRÉSILIEN

DE MODERNISATION AGRICOLE CRÉE DE L'EXCLUSION

Vers la fin des années 1960, lorsque s'accélère le processus de modernisation agricole, soutenu par l'État qui a accordé de grasses subventions aux grands propriétaires fonciers, les salaires réels à la campagne étaient extrêmement bas. Cependant, la disponibilité de la main-d'œuvre abondante et bon marché n'a pas eu l'effet attendu sur le caractère plus ou moins intensif du travail de modernisation. Au contraire, celle-ci s'est caractérisée par une utilisation intense en capital et économe en travail. Comment peut-on expliquer ce fait ?

Les auteurs néoclassiques, en général, malgré la misère visible à la campagne, considéraient que les salaires réels étaient en train

d'augmenter suffisamment pour stimuler l'introduction de machines et d'intrants économisant le travail. Cette augmentation de salaires, à son tour, découlait soit de l'exode rural, soit de l'intervention du gouvernement sur le marché du travail à travers l'institution du salaire minimum, dont la valeur était supérieure à celui du coût d'opportunité du travail agricole.

Les auteurs marxistes, à leur tour, ont élargi la perspective d'analyse, considérant le processus de modernisation économe en travail comme le résultat de la logique du processus d'accumulation du capital au Brésil. La pénétration du capital dans l'agriculture produisait, inexorablement, une « armée de réserve » composée de travailleurs qui avaient été chassés de la campagne et qui allaient fournir la main-d'œuvre bon marché dont le capital avait besoin pour rendre viable et accélérer la croissance de l'industrie. Il n'y aurait donc pas de paradoxe économique dans le fait d'économiser du travail au sein du d'une abondance de main-d'œuvre, mais ce serait le résultat logique du processus d'accumulation capitaliste (qui ne correspond pourtant pas à l'histoire de la modernisation de l'agriculture des principaux pays capitalistes).

Malgré les différences radicales entre ces deux approches théoriques sur le processus de modernisation agricole au Brésil, elles ont en commun la même perception du rôle de l'agriculture et, au sein de celle-ci, des secteurs de grande production dans le processus de développement. En écho à l'« idéologie » urbano-industrielle de modernisation, l'agriculture avait un rôle passif dans le processus d'accumulation, et son dynamisme passait par la « modernisation » des grandes propriétés et la transformation des grands propriétaires terriens en entrepreneurs ruraux, en « fazendeiros » modernes. En ce sens, pour les deux courants, réaliser une vaste réforme agraire et réorienter les subventions et l'aide vers l'agriculture familiale équivalait à protéger ce qui est arriéré et à promouvoir l'inefficacité technologique, ce qui compromettrait la continuité du vigoureux processus d'accumulation et de croissance économique qui s'était amorcé dans les années 1950.

La prédominance de ces deux interprétations théoriques de la modernisation agricole a sans aucun doute été utilisée comme justification intellectuelle des politiques agricoles mises en place par le gouvernement brésilien pour moderniser l'agriculture au grand bénéfice des élites rurales, et au détriment de la masse des petits producteurs familiaux, tout en servant à taxer de romantisme ou d'utopie n'importe quelle proposition de développement rural fondée sur la production familiale et la démocratisation de l'accès à la terre.

Cependant, pour comprendre les facteurs réels qui ont accéléré le processus de modernisation agricole dans la seconde moitié des années 1960, il faut d'abord avoir compris la mentalité esclavagiste des élites dominantes au Brésil et l'absence de projet national de développement qui ne crée pas d'exclusion. D'où l'absence historique d'un projet national de développement qui prenne en compte les masses appauvries qui souffrent de l'absence d'éducation de base pour tous et d'un blocage systématique de l'accès à la terre. Au cours de toute l'histoire du pays, les oligarchies rurales bloquèrent le libre accès des paysans aux terres publiques, et toute autre solution qui pût conduire à l'ascension sociale de la grande masse de population rurale et urbaine, entretenant, par conséquent, le coût d'opportunité du travail extrêmement bas, presque au niveau de la survie pendant une très longue période de croissance économique accélérée. La capacité des oligarchies rurales de préserver leurs intérêts sur le long terme ne fut menacée ni par des conflits extérieurs, comme dans le cas de la Corée et de Taiwan, ni par le pouvoir des élites urbano-industrielles en expansion, comme en Europe et aux États-Unis.

En réalité, il y eut une conjonction d'intérêts entre les élites rurales et urbaines. Il s'agissait d'abord de protéger la propriété de la terre en général, source et réserve de valeur dans une société patrimoniale, avec un marché de capitaux à ses débuts et une inflation chronique. Puis, et plus précisément en fonction du calendrier d'introduction des innovations et du modèle technologique adopté, cette conjonction d'intérêts fut définie par les élites urbaines liées à l'industrie d'équipements et d'intrants agricoles qui a commencé à s'installer dans le pays vers la fin des années 1950, afin d'élargir le marché de ses produits. Les oligarchies rurales, pour leur part, avaient intérêt à réduire ou éliminer leur dépendance face aux journaliers agricoles malgré leurs bas salaires, en les remplaçant par des machines et des intrants chimiques.

Le journalier agricole était devenu la principale option d'emploi pour les grands propriétaires après l'expulsion des travailleurs permanents résidant sur leurs terres. Depuis la fin des années 1950, les rapports traditionnels de types paternaliste et clientéliste entre les grands propriétaires et leur main-d'œuvre résidente avaient commencé à subir l'impact d'un double mouvement : d'un côté, l'importance croissante des mouvements sociaux réformistes dans la politique nationale, pour lesquels la réforme agraire était l'une des revendications principales ; d'un autre côté, l'apparition d'organisations syndicales de travailleurs ruraux et de petits producteurs qui se répandaient très rapidement. En l'occurrence, le grand nombre de travailleurs résidant sur leurs terres était devenu une menace pour les grands propriétaires.

La réponse du système politique dominant à l'intensification de ces mouvements fut la promulgation du « Statut du travailleur rural » (loi 4-214 du 2 mars 1963) qui étendait aux travailleurs ruraux la législation sociale dont bénéficiaient déjà les travailleurs urbains. Comme le signale Souza Martins (2000), ce type de réponse représenta une victoire du point de vue d'une bonne partie de la gauche sur le problème agraire, surtout celui qui s'identifiait aux idées du Parti communiste brésilien. Dans cette approche, la réglementation des rapports de travail à la campagne était plus importante que la réforme agraire. En fait, cette dernière était envisagée comme une politique réformiste qui fortifierait une paysannerie dont la constitution en classe la mènerait vers des positions conservatrices et de droite¹. Ensuite, immédiatement après le coup d'État des militaires en avril 1964, une nouvelle loi agraire fut promulguée, le « Statut de la Terre », plus réformiste et radicale que la première et qui montrait une réelle préoccupation à l'égard du drame de la misère rurale, malgré la répression déployée contre les syndicats de travailleurs ruraux².

La promulgation de cette nouvelle législation eut, cependant, l'effet inverse de celui qui était prévu, dans la mesure où sa mise en place présupposait une corrélation de forces qui n'existait pas et touchait directement les intérêts des élites agraires. Si cette législation était appliquée, elle élèverait le coût du travailleur fixe ; en outre, en cas de démission, elle prévoyait le paiement d'indemnités, de compensations financières pour d'éventuelles améliorations effectuées dans les lieux, etc. Par conséquent, l'existence de travailleurs sédentaires sur les propriétés rurales réduisait la valeur de celles-ci sur le marché et compromettait la fluidité des opérations immobilières. De la même façon, les cessions du droit d'usage de la terre (location ou métayage) devenaient moins attractives, surtout du fait que les éventuels conflits entre propriétaires et fermiers pourraient justifier une expropriation pour cause de réforme agraire³.

Dans ce contexte, la réponse des oligarchies rurales fut de chasser les travailleurs sédentaires et d'engager à leur place des journaliers qui

1. Pour Souza Martins (2000) ce fait et l'action d'une bonne partie de la gauche institutionnelle ont définitivement affaibli la lutte pour la réforme agraire.

2. La question agraire brésilienne, si évidente pour les élites les plus lucides et les plus responsables, le devint aussi pour d'importantes fractions des classes dominantes conservatrices. Sous l'impact de la révolution cubaine, le gouvernement Kennedy, au travers de l'Alliance pour le Progrès, essaya de stimuler la réforme agraire comme instrument efficace de réforme socioéconomique capable de promouvoir l'amélioration des conditions de vie des masses paysannes, comme ce fut le cas à Taiwan et en Corée, de façon à affaiblir le potentiel révolutionnaire communiste en Amérique latine.

3. L'expropriation des terres dans des régions en conflit a été définie comme prioritaire. Il s'agissait d'une décision considérée comme légitime par les secteurs progressistes pour qui les arrangements de cession du droit d'usage de la terre servaient, de façon déguisée, à l'exploitation paysanne.

n'avaient accès ni aux droits du travail, ni à la protection sociale¹. Cependant, malgré les salaires misérables que recevaient les journaliers, leur utilisation massive posait des problèmes insurmontables de contrôle et d'organisation du processus de travail, créant ainsi les raisons et les incitations pour que les grands propriétaires les remplacent par des machines et des intrants agricoles économisant du travail. Ces problèmes résultent des particularités naturelles de l'agriculture qui empêchent d'y organiser et d'y contrôler, comme dans l'industrie, le processus de travail d'un grand nombre de travailleurs salariés. La dispersion des activités dans l'espace, le caractère saisonnier et par épisodes des tâches rendent très difficile et coûteux le travail de supervision. La qualité du travail dépend essentiellement de la responsabilité et de l'intérêt du travailleur, qui sont limités, dans le cas des journaliers itinérants, et on le comprend.

Dans la situation passée, les rapports paternalistes entre le propriétaire et ses travailleurs sédentaires lui procuraient une main-d'œuvre docile et responsable de ses tâches, ne posant pas de problèmes majeurs d'organisation et de contrôle du processus de travail. Ceci explique, par conséquent, le paradoxe d'un processus de modernisation qui économise le travail malgré l'abondance de la main-d'œuvre : le coût du travail rural a effectivement augmenté, non pas à cause de la hausse des salaires, mais à cause de l'augmentation des frais de supervision du processus de travail, qui croissent à partir du moment où les rapports traditionnels, paternalistes, entre propriétaires et travailleurs sédentaires se rompent.

Bref, après l'expulsion de la main-d'œuvre sédentaire, l'intérêt des grands propriétaires est de réduire au maximum leur dépendance envers les travailleurs journaliers, qui seront essentiellement employés aux tâches agricoles difficiles à mécaniser, comme la récolte de certaines cultures. Ce besoin objectif des grands propriétaires de mécaniser et d'utiliser des intrants rejoint, bien évidemment, l'intérêt de l'agro-industrie, qui vient de s'installer dans le pays et cherche à étendre le marché de ses produits.

Cependant, étant donné les difficultés d'accès à la terre, seule une petite partie des paysans chassés par les grands propriétaires a pu se fixer sur la frontière agricole mouvante. Pour la plupart d'entre eux, la seule solution fut la migration vers les villes, constituant un exode rural prématuré dans la mesure où il se produisait à un rythme très supérieur à celui de l'offre urbaine d'emplois. Par conséquent, on peut

1. Les cultures vivrières des travailleurs sédentaires ont été remplacées par l'élevage extensif, ce qui constitue la forme traditionnelle de contrôle de la terre ayant recours à très peu de main-d'œuvre.

dire qu'au Brésil l'exode rural n'a pas été induit par l'augmentation des possibilités de travail dans les villes, comme ce fut surtout le cas aux États-Unis et en Europe, ni qu'il fut le résultat inéluctable de la « pénétration capitaliste » à la campagne. Ce fut tout simplement la conséquence tragique et impitoyable du contrôle du pouvoir par des élites pour lesquelles la terre représentait une importante réserve de valeur et une source de prestige social.

Il faut aussi considérer le rôle décisif de l'État qui, par sa politique agricole, en concédant d'énormes subventions à l'achat de machines et d'équipements agricoles, a provoqué l'inversion du rapport entre les prix relatifs du travail et du capital. Autrement dit, dans une économie riche en main-d'œuvre, l'État a grassement subventionné le capital, rendant ainsi possible la mise en place d'un processus de modernisation agricole fondé sur l'utilisation intensive du facteur le moins abondant et le plus destructeur d'emplois, au détriment du facteur le plus abondant – le travail. La politique agricole brésilienne a peut-être introduit à une vaste échelle la plus grande distorsion de prix relatifs de toute l'histoire du développement économique. Absurdité socio-économique (et éthique) qui passa aux yeux d'une grande partie de l'opinion publique comme parfaitement justifiable au nom de la nécessaire modernisation de l'agriculture et de la société.

Modernisation qui, d'après la pensée majoritaire à droite comme à gauche, était inéluctablement « douloureuse ». L'exode rural, qui inondait les grandes villes de réfugiés de la campagne, fut considéré comme le résultat inévitable de ce processus de modernisation, lequel devait forcément impliquer l'expansion de la grande production capitaliste au détriment de la (petite) production familiale (principalement composée alors d'agriculteurs en situation financière difficile). Cette dernière était considérée comme inapte à la concurrence sur le marché. Dans ce sens, défendre l'aide à la petite production familiale fut considéré comme une menace au processus même de modernisation technologique de l'agriculture dont le rythme serait ralenti (et de fait, beaucoup de critiques « utopistes » le pensaient).

La prédominance de cette opinion a empêché de montrer clairement que la réalisation de la réforme agraire ne générerait pas la modernisation de grandes propriétés productives, étant donné l'abondance des terres. En revanche, il est clair que l'aide à la petite production familiale réduirait les ressources mises à disposition des grands propriétaires. Toutefois, vu l'énorme détournement des crédits qui leur étaient octroyés et la corruption qui a marqué la politique agricole au bénéfice des grands propriétaires, une plus grande aide aux producteurs familiaux n'impliquerait pas nécessairement un ralentissement du

processus de modernisation agricole, mais une attribution plus efficace de ces ressources.

Enfin, les propositions réformistes qui donnaient la priorité à une politique d'aide à la production familiale au détriment de la production capitaliste furent malheureusement jugées irréalistes, sous le prétexte que cela équivaldrait à rechercher la justice sociale au prix du retard technologique de l'agriculture. Pour la gauche, l'idée qui prédomine est que le traitement du problème social et la lutte pour une meilleure distribution du revenu ne sauraient passer par l'aide à la petite production agricole, puisqu'elle est vouée à disparaître, mais par la conquête des droits de la classe ouvrière à participer aux décisions politiques qui concernent la modernisation du pays (J. Graziano da Silva, 1999, p. 134-135).

C'est d'après ce point de vue analytique que la réforme agraire est proposée comme une politique sociale limitée, faisant partie d'un ensemble de politiques sociales pour combattre la pauvreté¹.

III. LES ANALYSES DES ANNÉES 1990 : LE « NOUVEAU MONDE RURAL »

Les années 1990 nous apportent les données de la PNAD² qui montrent la diminution relative de la croissance de l'emploi rural strictement agricole face à l'augmentation de l'emploi rural non agricole. Comme auparavant, ces faits nouveaux ont été interprétés comme indicateurs d'une tendance structurelle de transformation de l'espace rural analogue à celle qui s'est produite dans les pays capitalistes avancés, et qu'il incomberait, par conséquent, à l'État de renforcer, en cessant « d'insister sur des stratégies de développement agricole comme solution au chômage et à la pauvreté ruraux » (J. Graziano da Silva, 1999 *a*, p. 30). Cependant, si l'on considère les transformations de l'agriculture brésilienne survenues dans les trente dernières années – et comparées à celles qu'ont connues les pays développés –, les données de la PNAD ne permettent pas ce type de conclusion.

Comme on l'a vu, l'accélération du processus de modernisation agricole au Brésil à partir de la seconde moitié des années 1960 fut le résultat, dans une grande mesure, des transformations des rapports de

1. Il faut rendre justice à Inácio Rangel (1979) à cet égard puisque, s'il finit par défendre ce type de réforme agraire, ce n'est pas parce qu'il croyait à la modernisation par le biais de la grande propriété, mais parce qu'il considérait que la réforme agraire idéale serait impossible à réaliser étant donné les rapports de force politiques.

2. Pesquisa nacional por amostra de domicílios.

travail par le remplacement du travailleur fixe, résidant sur la propriété rurale, par le journalier résidant dans des quartiers ruraux ou aux abords des villes. Le journalier fut, à son tour, remplacé par la mécanisation et l'emploi de produits chimiques dans toutes les tâches agricoles où c'était possible. La main-d'œuvre excédentaire qui en résulta fut obligée en grande partie d'émigrer vers les villes, accélérant, prématurément, l'exode rural.

Dans les années 1970, grâce à l'expansion accélérée de la surface cultivée, l'emploi agricole salarié augmente raisonnablement, bien qu'à un taux décroissant par rapport à l'unité de capital investi. Dans les années 1980, l'expansion de la surface cultivée s'affaiblit, l'augmentation de la production étant garantie par plus de moyens techniques ce qui, en revanche, se traduit par une réduction relative mais significative de l'emploi salarié agricole. Dans les années 1990, la conjoncture de crise agricole générale affecte évidemment encore davantage l'emploi, surtout dans les régions agricoles les plus importantes, comme l'État du Rio Grande do Sul (voir Z. Navarro et S. Schneider, 1999). Rien de neuf, donc, en ce qui concerne l'évolution de l'emploi salarié agricole. On ne fait que constater le résultat évident d'un processus qui s'est déclenché il y a plus de trente ans et qui fluctue en fonction de la conjoncture externe et interne¹.

En ce qui concerne les emplois agricoles non salariés, leur essor dépendait des perspectives qui s'offraient à la production familiale. La création du PRONAF (Programme national d'aide à l'agriculture familiale) fut une réponse à l'idée qu'un programme de réforme agraire destiné à accroître le nombre des producteurs familiaux ne servirait à rien si ceux qui y étaient installés quittaient la terre faute d'aide. Dans ce sens, jusqu'à la création du PRONAF et pendant ses premières années de fonctionnement, les départs, faute d'aide, de producteurs familiaux, ont contrebalancé négativement les occasions d'emploi créées pour accélérer l'installation des paysans sans terre pendant la première période de l'actuel gouvernement. Par conséquent, la réduction relative des emplois agricoles en général est le résultat attendu de la modernisation de l'agriculture d'un côté et, d'un autre, des difficultés d'accès à la terre et de reproduction de la petite production familiale. En ce qui concerne la croissance de l'offre d'emplois non agricoles à la campagne, elle reflète sans doute aussi des tendances nouvelles, qui n'ont rien non plus pour nous étonner, comme la décentralisation industrielle et l'expansion immobilière dans les zones rurales.

1. Les dernières données de la PNAD montrent une reprise de la croissance de l'emploi agricole en 1999, favorisée par l'amélioration de la disponibilité du crédit agricole et par des perspectives plus favorables du marché.

En fait, les informations disponibles indiquent que la grande masse des producteurs familiaux qui ne se sont pas intégrés à l'agro-industrie et sont restés à la campagne continuait à disposer de l'alternative de survie qu'elle avait toujours eue : soit tenter sa chance à la frontière agricole, soit essayer de survivre dans la région d'origine en intensifiant, quand c'était possible, la production sur l'espace à sa disposition, et/ou en essayant de compléter un revenu insuffisant par toutes sortes d'emplois agricoles et non agricoles, hors de l'unité familiale. Étant donné que la réforme agraire ne fut pas mise en œuvre, le potentiel de création d'emplois agricoles non salariés sur les immenses espaces ruraux improductifs du pays resta limité. Ce dernier choix a donné lieu à une multiplicité de stratégies pour survivre, notamment la quête d'un type d'emplois que Weller (1997) nomme « emplois refuge », soit dans le milieu rural, soit dans les villes (migrations temporaires d'une partie des membres de la famille, par exemple).

Les données de la PNAD pour les différentes régions du pays renforcent cette analyse. Il est évident que bon nombre de ces emplois non agricoles peuvent être caractérisés comme des « emplois-refuge ». Dans des États importants comme Bahia (V. Couto Filho, 1999), Minas Gerais (A. C. Ortega *et al.*, 1999) et Rio Grande do Sul (Z. Navarro et S. Schneider, 1999), par exemple, l'augmentation des emplois non agricoles et de la pluriactivité dans le milieu rural s'est surtout concentrée sur les activités à basse rémunération et faible qualification, telles que domestique, manœuvre, etc., mettant en évidence leur rôle important dans les stratégies de survie des producteurs familiaux. Dans l'État de Bahia, Couto Filho (1999) appelle ce phénomène le « nouveau monde rural arriéré », dont la dynamique est, en fait, celle du « vieux monde rural » qui pousse les agriculteurs à chercher d'autres moyens de survie et fait qu'ils sont attirés par l'accroissement des possibilités des secteurs non agricoles (voir N. Islam, 1997).

Il est donc évident qu'au Brésil, à l'exception de l'État de São Paulo, la croissance relativement plus rapide des emplois ruraux non agricoles a plutôt renforcé les *vieilles stratégies* de survie de la production familiale exclue de l'accès à la terre et des bénéfices de la politique agricole, qui permettent d'éviter la migration temporaire vers les villes. D'autre part, il faut prendre en compte une surestimation probable de cette croissance des emplois ruraux non agricoles par la PNAD, étant donné que ceux-ci sont enregistrés sur le lieu de résidence du sujet interrogé. Autrement dit, les activités des sujets qui résident dans des zones rurales, mais travaillent dans des zones urbaines, sont considérées comme des activités rurales non agricoles. Cette surestimation est

probablement assez importante si l'on considère la migration des classes moyenne et élevée vers les banlieues rurales, ainsi que la migration de la classe populaire vers les périphéries des grands centres urbains, où la législation est moins stricte et leur permet de construire leurs propres logements.

L'évolution qui a mené à la situation actuelle au Brésil présente donc des particularités qui lui sont propres et qui empêchent des analogies trop étroites avec ce qui s'est passé en Europe et aux États-Unis. Il faut considérer qu'aux États-Unis la diminution de la population employée dans l'agriculture fut le résultat d'un processus relativement équilibré d'exode rural. Équilibré dans la mesure où il a surtout été favorisé par l'expansion des offres d'emplois dans le secteur urbain-industriel. Pendant une longue période, la frontière agricole est restée ouverte aux vagues d'immigrants qui y contribuaient à l'accès à la terre. Ce qui explique le salaire moyen plus élevé du secteur urbain-industriel qu'en Europe à l'époque : l'immigrant voyait augmenter son pouvoir d'échange par la possibilité de s'installer comme agriculteur. L'épuisement de la frontière agricole, à son tour, coïncide avec la réduction du rythme d'immigration. Dès lors, la demande de travailleurs provenant du secteur urbano-industriel est essentiellement satisfaite par des migrants ruraux, dont le pouvoir d'échange reste relativement élevé puisqu'ils sont issus, dans leur grande majorité, d'une agriculture familiale vaste et prospère. L'augmentation du coût d'opportunité du travail a donc été le facteur décisif qui a stimulé le processus de modernisation agricole américaine (et surtout sa mécanisation). Dans ce sens, on peut dire que l'exode rural en Amérique du Nord s'explique surtout par l'attraction exercée par le secteur urbain-industriel et non pas par la misère à la campagne.

En ce qui concerne l'emploi rural non agricole, il augmente, dans un premier temps, à cause de l'expansion des activités industrielles et des services liés à la modernisation agricole, puisqu'elles se situent en grande partie dans les zones rurales. Ensuite, d'autres types d'industries se déplacent vers les zones rurales pour y étendre leurs installations. Parallèlement, l'emploi rural non agricole augmente grâce à une redistribution dynamique du revenu, comme, par exemple, l'essor des résidences secondaires à la campagne (qui engendre des besoins en services), la recherche de zones rurales par les citadins qui fuient le stress des grandes villes, et les nouvelles possibilités de travail à domicile créées par l'extension des systèmes de communication et de l'informatique. Il en résulte qu'une grande partie des résidents ruraux est aujourd'hui d'origine urbaine, qu'elle a

des niveaux de scolarité et/ou de formation professionnelle moyens ou élevés, et qu'elle exerce toutes sortes d'activités professionnelles, surtout commerciales et de services.

En Europe occidentale cette trajectoire, ainsi que la situation actuelle, présentent des traits particuliers, mais le tableau général est semblable. La frontière agricole américaine a permis d'alléger la pression démographique à la campagne. Ce fait, allié au poids politique de la paysannerie, plus la vision stratégique des élites sur le besoin d'éduquer et de qualifier professionnellement les masses comme condition de la puissance industrielle et militaire, ont créé les conditions pour déclencher un processus de transition équilibré à partir d'une agriculture familiale solide qui a été capable d'engendrer un « capital social » sans lequel, par exemple, il ne serait pas possible d'expliquer certains phénomènes comme ceux observés dans certaines régions d'Italie, et qu'on a appelés « industrialisation flexible ».

Comparons maintenant ces trajectoires avec celles de la modernisation agricole au Brésil. Malgré l'existence d'une immense frontière agricole, une politique délibérée de blocage a été mise en place pour y éviter l'installation des immigrants et des esclaves libérés, à l'exception du sud du pays pour des raisons stratégiques de sécurité des frontières, ce qui a empêché la formation d'une base forte de producteurs agricoles familiaux. Il s'ensuit qu'une masse de travailleurs ruraux bon marché (sans espoir de posséder des terres) est soumise à une classe de propriétaires ruraux qui ne détient aucune vision stratégique de construction d'une nation.

La forte concentration du revenu qui résulte de cette situation et le type d'insertion du pays dans la division internationale du travail ont limité l'expansion du secteur urbain-industriel du pays. Avec l'exode rural des travailleurs ruraux sans pouvoir d'échange, cette forte concentration du revenu a été projetée dans le secteur urbain-industriel. L'exode rural au Brésil peut être caractérisé comme un exode de réfugiés de la campagne dans la mesure où les facteurs d'expulsion ont été plus importants que les facteurs d'attraction des villes. On en connaît les conséquences socioéconomiques. La population qui demeurait à la campagne n'avait plus de perspective d'accès à la terre (ou un accès limité), à l'éducation, aux infrastructures sociales et aux bénéfices de la politique agricole. Ce qui a accru les déséquilibres régionaux, l'État de São Paulo concentrant la plus grande partie du processus de transformation industrielle.

Par conséquent, dans les années 1990, pour environ 65 % de la population économiquement active (PEA) rurale occupée dans des activités agricoles, l'expansion de l'emploi rural non agricole représente

une chance de survie, en général précaire, pour des producteurs sans accès à l'assistance technique, au crédit agricole, à la terre, etc. Dans les pays développés, au contraire, cette expansion de l'emploi rural non agricole représente un élargissement des possibilités de travail pour les membres excédentaires des familles de producteurs agricoles qui jouissent d'une forte aide publique et qui sont précisément devenus excédentaires grâce à cette aide.

Bien que l'augmentation des possibilités d'emplois ruraux non agricoles soit plus intéressante que dans les zones urbaines parce que les investissements en infrastructures sociales sont moins coûteux qu'en ville, et que cela évite la transplantation de ces populations vers les villes, il est incontestable que la création d'emplois dans le sens strict du terme s'annule, étant donné que cette expansion se fait par le transfert des activités urbaines vers les zones rurales. Le résultat net sera positif surtout lorsque les emplois ruraux non agricoles seront dérivés de l'expansion des activités agricoles (agro-industrie, artisanat rural). Le Brésil présente à cet égard une asymétrie très importante par rapport à ce qui s'est passé historiquement dans les pays capitalistes développés. Chez ceux-ci, la création d'emplois ruraux non agricoles due au développement de l'agro-industrie fut, en termes relatifs, beaucoup plus importante étant donné que l'univers de la demande et de l'offre comprenait pratiquement tous les agriculteurs familiaux. Au Brésil, au contraire, cet univers s'est restreint à une minorité de producteurs, en général non familiaux.

Il paraît évident, par conséquent, que la distorsion que représente l'exclusion de la grande masse de producteurs ruraux des bénéfices des politiques agricoles et de l'accès à la terre doit être corrigée pour que l'évolution positive des emplois ruraux non agricoles puisse signifier un accès à l'emploi, comme, par exemple, par le biais du tourisme rural. Cette correction signifie créer un programme de développement rural durable qui ait pour base précisément cette masse de producteurs exclus.

Il existe en outre un potentiel de création d'emplois ruraux non agricoles qui ne résultent pas de l'expansion agricole, ni du transfert des activités urbaines vers des zones rurales, mais restent éminemment ruraux. L'expansion de ce type de services a cependant des limites macroéconomiques bien définies dans la mesure où elle dépend de l'évolution du revenu urbain. C'est pour cela d'ailleurs qu'elle n'est que relativement significative dans les régions plus développées du pays.

Bref, si l'on tient compte de cette réalité historique brésilienne, la conclusion logique de l'analyse des données de la PNAD devrait mener à l'augmentation de l'aide foncière et agricole aux petits producteurs

familiaux pour qu'ils ne soient pas obligés de partir à la recherche d'emplois précaires pour survivre. C'est la condition pour que la pluriactivité puisse jouer un rôle semblable à celui qu'elle a joué en Europe et aux États-Unis. Malheureusement, en général, ce n'est pas cette conclusion qui en est tirée. Au contraire, pour les responsables du projet « *Novo Rural Brasileiro* », les données de la PNAD sur l'expansion des emplois ruraux non agricoles indiqueraient un changement de tendance structurelle semblable à celui des pays développés et, par conséquent, une politique d'aide à la grande masse de producteurs familiaux ne serait plus nécessaire ; l'unique solution serait la mise en place de politiques qui stimulent l'expansion des emplois ruraux non agricoles¹.

Il faut bien sûr faire le maximum possible pour stimuler la création d'emplois ruraux non agricoles, mais il ne faut pas non plus perdre de vue qu'au Brésil, à l'exception de l'État de São Paulo, les emplois non agricoles créés par les activités agricoles représentent un grand potentiel. L'aide à la masse de petits producteurs sans capital, ou qui n'en possèdent presque pas, aurait sans doute un effet multiplicateur sur l'emploi rural non agricole, comme ce fut le cas dans les pays développés. Pour que le processus de modernisation agricole au Brésil puisse engendrer les mêmes résultats positifs qu'en Europe et aux États-Unis, il faudrait que le coût d'opportunité du travail agricole augmente grâce à des politiques agraires et agricoles d'aide aux petits producteurs familiaux.

Des études sur les systèmes de production familiale au Brésil montrent que, lorsque ces petits producteurs bénéficient d'une aide suffisante, ils ont tendance à réduire le pourcentage des revenus obtenus en dehors de l'unité agricole, puisque l'aide de l'État augmente leur revenu agricole au détriment des revenus des emplois non agricoles très mal rémunérés, comme le montrent les données de la PNAD. Autrement dit, lorsqu'elle est suffisamment aidée, l'unité de production familiale est capable de produire un revenu par travailleur, y compris celui d'autoconsommation, qui est supérieur au coût d'opportunité du travail. Ne perdons pas non plus de vue que dans les pays développés, les emplois ruraux non agricoles ont surgi

1. « La création d'emplois non agricoles dans les zones rurales est donc l'unique stratégie capable de retenir la population pauvre dans son lieu de résidence actuel et d'augmenter simultanément son revenu. C'est pour cette raison que des institutions internationales comme la FAO insistent sur l'idée du développement rural à travers les activités rurales non agricoles pour élever le revenu des populations rurales » (J. Graziano da Silva (1999 a, p. 29). En vérité, la FAO et d'autres institutions internationales considèrent que dans des pays surpeuplés comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie, etc., les possibilités de création de nouveaux emplois strictement agricoles ont atteint une limite. Ce n'est pas le cas du Brésil qui possède une énorme quantité de terres non utilisées.

en tant que possibilités de complément salarial pour les agriculteurs au moment où ils ne représentaient déjà plus qu'une minorité de la PEA totale du pays et de la PEA rurale et que, grâce au progrès technique et à l'aide de l'État, ils n'avaient plus besoin du travail de toute la famille.

Les revenus non agricoles du travail à temps partiel européen ou américain contribuent à l'élévation du revenu total des familles des producteurs agricoles très fortement subventionnés par les politiques agricoles. Au Brésil, au contraire, c'est précisément par manque d'aide que le travail à temps partiel devient un impératif de survie. Dans ce sens, l'analogie faite (voir J. Graziano da Silva, 1999 *a*, p. 17-18) entre les deux situations est trompeuse ; ce qui se passe au Brésil ne reflète pas un processus historique semblable, puisque c'est justement le manque d'aide qui fait du travail à temps partiel une nécessité de survie.

Comment peut-on donc exiger que le secteur urbain-industriel brésilien, dont la structure productive est déformée et limitée par la très forte concentration du revenu, ait le même potentiel de création d'emplois ruraux non agricoles que les pays européens ou les États-Unis ? Et en plus, comment satisfaire la demande d'une population rurale, occupée par des activités agricoles, respectivement et relativement six et trois fois plus grande ?

CONCLUSION

Les faits et l'histoire montrent clairement qu'en dépit des changements survenus et des occasions perdues, la réalisation de la réforme agraire est toujours nécessaire et que l'aide à la production familiale est une condition importante de l'élimination de la pauvreté rurale et d'une amélioration générale de la distribution du revenu au Brésil. Une production familiale qui se trouve considérablement appauvrie mais qui, malgré tout, a réussi à résister et montre une grande capacité de faire face aux défis, surtout si l'on considère qu'il n'y a aucun obstacle strictement technologique qui l'empêche de se moderniser et de se capitaliser au fur et à mesure que le coût d'opportunité du travail augmente. Stigmatiser ces producteurs ruraux comme « non compétitifs », sans prendre en compte les conditions défavorables dans lesquelles ils se trouvent, dénote le vieux biais de l'idée de la supériorité de la « grande production capitaliste » dans l'agriculture.

La compétitivité de la production familiale résulte donc du rapport entre la valeur ajoutée nette par unité de travail et son coût d'opportunité, dans des conditions d'égalité relative d'accès aux services

essentiels de santé et d'éducation entre les habitants ruraux et urbains. Si l'on prend en compte qu'au Brésil le coût d'opportunité du travail est très bas, le niveau d'investissements nécessaires pour rendre compétitive une unité de production familiale n'est pas très élevé. L'expérience montre qu'à part un minimum d'aide issue du crédit pour l'agriculture et de l'assistance technique, les facteurs primordiaux pour la réussite économique sont l'organisation des producteurs, qui réduit les frais de transaction, et la création d'un climat de confiance qui peut faciliter de nouvelles modalités d'insertion sociale.

Par conséquent, les analogies aujourd'hui faites entre l'évolution de l'emploi rural non agricole dans les pays développés et au Brésil souffrent du même problème que les analogies entre les années 1970 et 1980 par rapport au phénomène de l'exode rural et de l'expansion de l'agro-industrie : il y a une surestimation des ressemblances positives, au détriment des différences négatives qui séparent les deux réalités ; cela sert de justification intellectuelle à des politiques de développement rural qui excluent l'aide aux activités agropastorales de la grande masse des petits producteurs familiaux.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abramovay R. (1991), *Paradigmas do Capitalismo Agrário em Questão*, Campinas, Editora da Unicamp.
- Abramovay R. (1998-1999), Agricultura Familiar e Desenvolvimento Territorial, in *Reforma Agrária, Revista da ABRA*, vol. 28-29, n^{os} 1, 2, 3, Jan-Dez.
- Alves E., Lopes M. et Contini E. (1999), O Empobrecimento da Agricultura Brasileira, in *Revista de Política Agrícola*, año VIII, n^o 3, juillet-août.
- Augé-Laribé M. (1955), *La révolution agricole*, Paris, Albin Michel.
- Biswanger H. (1994), Agricultural and Rural Development : Painful Lessons, *Simon Brandt Address at the 32nd annual meeting of Agricultural Economics Association of South Africa*, Pretoria.
- Castro A. (1975), *Sete Ensaio sobre a Economia Brasileira*, Forense, Rio de Janeiro.
- Castro A. C. (1983), *Inovações tecnológicas na agricultura : questões para debate*, mimeo.
- Couto Filho V. A. (1999), « Os "Novos Rurais" Baianos », in Seminário sobre « O Novo Rural Brasileiro », IE/Unicamp, <http://www.eco.unicamp.br/indexnp.html>.
- Georgescu-Roegen N. (1955), Process in Farming versus Process in Manufacturing : A problem of balance development, in *Energy and Economic Myths*, Pergamon Press.
- Graziano da Silva J. (1999), *Tecnologia & Agricultura Familiar*, Porto Alegre, Editora da Universidade Federal do Rio Grande do Sul.

- Graziano da Silva J. (1999 a), *O Novo Rural Brasileiro*, Pesquisas 1, Instituto de Economia/Unicamp.
- Guanziroli C. E. (1999), *Reforma Agrária e Globalização da Economia – o caso do Brasil*, Convênio INCRA/FAO, nº 5.
- Heady E. O. (1960), Extent and conditions of agriculture mechanization in the United States, in *Mechanization in Agriculture*, Amsterdam, New Holland.
- Ishikawa S. (1981), *Essays on Technology, Employment and Institutions in Economic Development : Comparative asian Experience*, Tokyo, Kinokuniya Publishing Co.
- Islam N. (1997), The non farm sector and rural development, in *Review of Issues and Evidence*, Washington, Discussion Paper 22, IFPRI.
- Johnston B. (1960), The Nature of Agriculture's Contribution to Economic Development, in *Food Research Studies*, vol. I, novembre.
- Jones J. O. (1960), Comparisons between industrial and agricultural mechanization and their consequences, in *Mechanization in Agriculture*, Amsterdam, New Holland.
- Kageyama A. et Graziano da Silva J. (orgs) (1987), *A Dinâmica da Agricultura Brasileira 1965/1985*, Campinas, Convênio IPEA-IPLAN/FECAMP.
- Krause K. R. and Kyle L. R. (1970), Economic Factors Underlying the Incidence of large Farms Units : The Current Situation and Probable Trends, in *American Journal of Agricultural Economics*, vol. II, décembre.
- Lewontin R. (1982), Agricultural Research and the Penetration of Capital, in *Science for the People*, vol. 14, nº 1.
- Mann S. A. and Dickinson J. (1978), Obstacles to the development of a capitalist agriculture, in *Journal of Peasant Studies*, vol. 8, nº 4, juillet.
- Mellor J. (1961), The Role of Agriculture in Economic Development, in *American Economic Review*, LI, septembre.
- Mill J. S. (1965), *Principles of Political Economy*, University of Toronto Press.
- Mueller G. (1987), *Complexo Agroindustrial e Modernização Agrária*, São Paulo, Hucitec.
- Navarro Z. et Schneider S. (1999), « Emprego Agrícola e Novas Formas de Ocupação no Rio Grande do Sul : uma análise a partir dos dados das pnads de 1981 a 1997 », in Seminário sobre « O Novo Rural Brasileiro », *op. cit.*
- Nakano Y. (1980), « A destruição da taxa de lucro na agricultura ». Texto apresentado no Seminário « Estrutura Agrária, Estado e Sociedade », Campinas, mimeo.
- Noilhan H. (1954), *Nouveaux aspects de l'économie moderne : l'étonnante revanche de l'outil sur la machine*, Paris, SAPRA.
- Nikolitch R. (1969), Family-operated farms : Their compatibility with technological advance, in *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 51, nº 3, août.
- Oasa E. (1987), The political economy of international agricultural research : A review of CGIAR's response to criticisms of the « Green Revolution », in *The Green Revolution Revisited*, org. by B. Glaeser, London, Allen & Unwin.

- Owen W. F. (1966), The double developmental squeeze on agriculture, in *American Economic Review*, vol. 56, mars.
- Ortega A. C., Neder H. D. et Cardoso A. (1999), « A Dinâmica das Ocupações Rurais Não-Agrícolas no Estado de Minas Gerais nas Décadas de 1980 e 1990 », in Seminário sobre « O Novo Rural Brasileiro », *op. cit.*
- Pastore A. (1971), A oferta de Produtos Agrícolas, in *Estudos Econômicos*, vol. 1, n° 3, USP.
- Pearse A. (1980), *Seeds of plenty, seeds of want. Social and economic implications of the green revolution*, Oxford, Clarendon Press.
- Ramos P. (1998-1999), Agricultura e (Sub) desenvolvimento : Aspectos Teóricos e Elementos para uma Reinterpretação do Caso Brasileiro, in Reforma Agrária, *Revista da ABRA*, vol. 28-29, n° 1-3.
- Rangel I. (1979), Questão Agrária e Agricultura, in *Encontros com a Civilização Brasileira* 7, Rio de Janeiro, Éd. Civilização Brasileira.
- Raup P. (1973), Corporate Farming in the United States, in *Journal of Economic History*, vol. XXXIII, n° 1, mars.
- Ravallion M. and Datt G. (1994), *How important to India's poor is the urban-rural composition of growth?*, Washington DC, World Bank Policy Research Department.
- Romeiro A. R. (1987), Alternative Developments in Brazil, in *The Green Revolution Revisited*, org. by B. Glaeser, London, George Allen & Unwin.
- Romeiro A. R. (1994), Reforma Agrária e Distribuição de Renda, in *A Questão Agrícola Hoje*, org. J. P. Stédile, Éd. Da Universidade Federal do Rio Grande do Sul.
- Romeiro A. R. (1998), *Meio Ambiente e Dinâmica de Inovações na Agricultura*, São Paulo, Fapesp/Annablume.
- Sachs I. (1980), *Stratégies de l'écodéveloppement. Économie et humanisme*, Paris, Éd. Ouvrières.
- Sachs I. (2000), Sísifo e a erradicação da pobreza, *Jornal Estado de São Paulo*, 19 août 2000.
- Sachs I. (2000 a), « Brésil : Tristes tropiques ou terre de Bonne-Espérance ? », *Hérodote*, mai.
- Smith (1975), *The Wealth of Nations*, edited by R. H. Campbell and A. S. Skinner, Oxford, Clarendon Press.
- Souza Martins J. (2000), Reforma agrária, o impossível diálogo sobre a História possível (ou a arte de não fazer política, fazendo), à paraître, *Tempo Social*, USP.
- Veiga J. E. (1991), *O Desenvolvimento Agrícola. Uma visão histórica*, São Paulo, Editora da USP/Hucitec.
- Weller J. (1997), El empleo rural en el agropecuario en el istimo centro-americano, in *Revista de la Cepal*, n° 62, août.